

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 31/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIRAP FRANCE (TARASCON)

15 avenue des Artisans
Zac du Roubian
13150 Tarascon

Références : D-00660-2023 / LRAR N°1A 194 569 0769 6
Code AIOT : 0006401416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement SIRAP FRANCE (TARASCON), implanté ZAC du Roubian - 15 avenue des Artisans - 13150 Tarascon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIRAP FRANCE (TARASCON)
- ZAC du Roubian – 15 avenue des Artisans – 13150 Tarascon
- Code AIOT : 0006401416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIRAP FRANCE exploite sur la commune de Tarascon une usine de fabrication de barquettes en plastique non expansées, destinées à la grande distribution, à l'industrie agroalimentaire et au secteur de la vente à emporter. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2002 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative au regard de la législation ICPE ;
- suites données à la précédente visite d'inspection (2017).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conformité aux plans et données techniques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.XI.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Réseau incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.X.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.II.7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Activités classées autorisées	Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.I.1	/	Sans objet
2	Descriptif de l'installation – Implantation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.I.2	/	Sans objet
4	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.V.4	Demande d'action correctrice	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté que certains stockages de matières combustibles ne sont pas conformes aux plans et données techniques du dernier dossier de demande d'autorisation d'exploiter en vigueur (2001). Conformément aux dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté de mise en demeure.

Des actions correctrices sont également attendues, en matière de moyens d'extinction incendie et de prévention et gestion de la dissémination des granulés de plastiques. Une lettre de suite préfectorale est adressée à l'exploitant en ce sens.

Les suites données à la précédente visite d'inspection (2017), concernant le bruit, sont satisfaisantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités classées autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.1.1			
Thème(s) : Situation administrative, Activités classées autorisées			
Prescription contrôlée :			
Les activités classées autorisées sont reprises dans le tableau suivant :			
N°	DESIGNATION DE LA RUBRIQUE	Niveau autorisé	Clf
1412	Gaz inflammables liquéfiés (<i>stockage en réservoirs manufacturés de</i>), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bars (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température	3200 kg	NC
1414	Gaz inflammables liquéfiés (<i>installation de remplissage ou de distribution de</i>) 3. installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	/	D
1720	Substances radioactives (<i>utilisation, dépôt et stockage de</i>) sous forme de sources scellées conformes aux normes NF M 61-002 et NF M 61-003 : 1° Contenant des radionucléides du groupe 1 : b) Activité totale, égale ou supérieure à 370 MBq (10 mCi), mais inférieure à 370 GBq (10 Ci)	2,7 GBq	D
2661	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 10 t/j	91,5 t/j (26,5 t/j de thermoformage et 65 t/j d'extrusion)	A
2661	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	19,8 t/j	D
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume de matières premières susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 1 000 m ³	1200 m ³	A
2663	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume de produits finis et semi-finis susceptible d'être stocké étant : a) supérieur à 10 000 m ³	50000 m ³	A

Constats :

À l'occasion du porter-à-connaissance relatif au projet d'extension du bâtiment de production (dossier déposé le 15/05/2023 et complété le 09/10/2023), l'exploitant a mis à jour le tableau des activités ICPE. Il en ressort les éléments suivants :

- rubrique 2661-1 : Évolution des seuils de la rubrique, sans conséquence sur le régime de classement : l'activité demeure à autorisation.
- rubrique 2661-2 : Pas d'évolution des installations ; l'activité demeure à déclaration.
- rubrique 2662 : Les évolutions de la nomenclature sur la rubrique 1510 (entrepôts couverts) font sortir les entrepôts de stockage de la rubrique 2662 ; seuls les stockages en silo demeurent concernés par la rubrique 2662 (600 m³). L'activité relève désormais de la déclaration.
- rubrique 2663 : Les évolutions de la nomenclature sur la rubrique 1510 (entrepôts couverts) font sortir les entrepôts de stockage de la rubrique 2663. Il n'y a plus d'activité relevant de la rubrique 2663.
- rubrique 1510-2 : Compte tenu de l'évolution de la nomenclature ICPE, les entrepôts de stockage relèvent désormais de la rubrique 1510-2 (57 000 m³). L'activité relève du régime de l'enregistrement. L'exploitant sollicite le droit d'antériorité.
- rubrique 1414-3 : Pas d'évolution de l'installation ; l'activité demeure à déclaration.
- rubrique 1720 : Rubrique supprimée de la nomenclature ICPE ; les sources radioactives n'existent plus sur le site.
- rubrique 2910-A : L'installation n'a jamais existé sur le site, selon l'exploitant. Rubrique à supprimer du tableau d'activités.
- rubrique 2925 : Évolution de la nomenclature ; l'activité demeure à déclaration.
- rubrique 1185-2 : Nouvelle rubrique suite à l'évolution de la nomenclature ICPE. La quantité de fluide étant de 235 kg, l'activité n'est pas classée.

Observations :

La proposition de mise à jour du tableau d'activités ICPE fera l'objet d'une instruction ultérieure (dans le cadre du dossier de PAC susvisé) par l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Descriptif de l'installation - Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.I.2
Thème(s) : Situation administrative, Descriptif de l'installation - Implantation
Prescription contrôlée : Elle [l'installation] sera constituée des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• un bâtiment de production d'une surface de 6 390 m² abritant les activités d'extrusion, de thermoformage et le stockage de produits-semis-finis,• quatre entrepôts de stockage de produits finis et semi-finis, des silos de stockage de matière première (APET) représentant un volume global de 50 000 m³ d'APET, et 1 200 m³ de matières premières en silos, [...]
Constats : Le dossier de demande d'autorisation, déposé en 2001 et ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/07/2002, prévoyait : <ul style="list-style-type: none">• l'extension du bâtiment de production, portant la surface au sol de 3 390 m² à 6 390 m² : cette extension n'a pas été réalisée (le dossier de PAC déposé le 15/05/2023 et complété le 09/10/2023 concerne la réalisation de cette extension) ;• l'extension de l'entrepôt, dit stockage n°1, portant la surface au sol de 2 484 m² à 4 644 m² : cette extension n'a pas été réalisée ;• la création d'un entrepôt de stockage, dit stockage n°2, pour une surface au sol de 3 600 m² : ce bâtiment a été construit ;• la création d'un entrepôt de stockage, dit stockage n°3, pour une surface au sol de 3 600 m² : ce bâtiment n'a pas été construit tel que prévu (voir constat n°3). À la place de cet entrepôt, se trouve actuellement une tente de stockage d'une surface d'environ 1 300 m² ;• la création de 4 nouveaux silos de stockage de matières premières plastiques, soit un total de 8 silos après extension : seul 2 silos supplémentaires ont été construits (soit 6 silos au total). Conformément aux dispositions de l'article 2.XII.6 de l'arrêté préfectoral du 23/07/2002 modifié, l'exploitant a perdu le bénéfice de son autorisation pour les installations et bâtiments non réalisés (dans le délai de 3 ans après la notification de l'arrêté préfectoral précité).
Observations : Article à mettre en jour au regard de la situation actuelle et des travaux non réalisés, à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conformité aux plans et données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.II.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'établissement devra être conforme aux plans et données techniques contenus dans le dossier d'extension SOCOTEC référence BEC0105 d'avril 2001 joint à la demande d'autorisation.
Constats : Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, d'avril 2001, prévoyait pour les entrepôts de stockage à créer (extension stockage n°1, stockage n°2 et stockage n°3) que les dispositions constructives seraient les mêmes que celles des entrepôts existants, notamment des murs de degré coupe-feu 2 heures, avec les distinctions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• ossature stable au feu de degré 1/2 heure ;• présence d'exutoires de désenfumage en toiture sur 2 % de la surface de la toiture. La tente de stockage, dit stockage n°3 (qui abrite le stock de cartons d'emballages et des matières premières plastiques recyclées), ne répond pas aux dispositions constructives prévues, a minima : <ul style="list-style-type: none">• absence de murs coupe feu 2 heures (la toile souple qui constitue la tente ne répond pas par nature à cette caractéristique) ;• absence de trappe de désenfumage. L'Inspection a constaté la présence de stocks de matières premières plastiques (granulés de MP conditionnés en big-bags) et de produits semi-finis (bobines) entreposés à l'extérieur : <ul style="list-style-type: none">• à l'ouest du bâtiment de stockage n°1, sur une aire goudronnée (à l'emplacement où était prévue l'extension du bâtiment de stockage n°1) ;• entre la tente de stockage et le bâtiment de stockage n°2, sur une aire goudronnée ;• à l'est du bâtiment de stockage n°1, sur une aire goudronnée. Ces stockages extérieurs n'étaient pas prévus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, d'avril 2001. Par leur caractère combustible, ces stocks constituent des potentiels de dangers non pris en compte dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. De plus, ils sont à l'origine de déversement et de dispersion de matières plastiques dans l'environnement (voir constat n°6). L'exploitant a indiqué à l'Inspection que : <ul style="list-style-type: none">• le stockage situé à l'ouest du bâtiment de stockage n°1 est en cours d'évacuation ;• il projette de dédier un silo pour le stockage du RPET (PET recyclé), actuellement livré conditionné en big-bags. En conséquence, l'Inspection propose à M le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les plans et données techniques contenus dans la demande d'autorisation d'exploiter de 2001, dans un délai de 6 mois maximum. Dès lors qu'une ou plusieurs dispositions techniques ne pourraient être respectées (sur la base de justifications argumentée), l'exploitant adressera une demande de modification des conditions d'exploiter, dans les formes prévues par l'article R.181-46 du Code de l'Environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.V.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-dessous qui fixe les zones de contrôle et les valeurs de niveaux limites admissibles en limite de propriété.
Constats : À l'issue de la précédente visite d'inspection du 17/05/2017, l'Inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de réaliser une campagne de mesures des niveaux sonores. En séance, l'exploitant indique qu'une campagne de mesures a été réalisée en 2017 (25 au 26/09) par la société APAVE (mesures des niveaux acoustiques en limite de propriété). Les niveaux mesurés sont conformes, de jour comme de nuit (rapport APAVE n°9871398-001-1 du 23/10/2017). L'exploitant indique qu'une nouvelle campagne a été réalisée en 2021 (du 16 au 17/12). En plus des niveaux acoustiques en limite de propriété, la société APAVE a évalué les émergences au niveau la ZER se trouvant à l'Est du site. Les niveaux sonores mesurés en limite de propriété et les émergences sont conformes, de jour comme de nuit (rapport APAVE n°12289784-001 du 01/02/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réseau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.X.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement sera équipé d'un réseau enterré autonome d'eau incendie [...]. Ce réseau sera équipé de boucles et poteaux incendie normalisé, [...] pour permettre d'atteindre un débit de 450 m ³ /h. En plus du réseau incendie de la zone, une réserve d'eau autorégulée de 900 m ³ sera maintenue à disposition pour les services d'Incendie et de Secours. Cette réserve sera équipée de deux lignes d'aspiration et d'une aire de stationnement permettant la mise en place des engins de secours.
Constats : L'exploitant indique disposer de cinq poteaux incendie (2 PI sur site et 3 PI sur la voie publique). L'exploitant dispose de mesures de débits individuels pour chacun des PI, mais pas d'une mesure de débit en simultané. L'exploitant s'engage à réaliser une mesure de débit en simultanée lors du prochain passage de l'organisme en charge des vérifications périodiques des moyens d'extinction, intervenant courant octobre 2023. L'exploitant adressera à l'Inspection le résultat de cette mesure, dès réception. Le site dispose d'un bassin pompier, alimenté par un forage. L'exploitant indique que l'appoint d'eau de ce bassin est réalisé manuellement, et non automatiquement comme prévu par l'arrêté préfectoral. L'Inspection constate qu'il n'existe aucun repère sur le bassin permettant de justifier du volume utile de 900 m ³ d'eau. L'exploitant fera connaître à l'Inspection sous un mois les dispositions prises ou envisagées pour se mettre en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.II.7
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.
Constats : L'Inspection a constaté la présence de granulés de plastique présents en quantité significative à de nombreux endroits sur le site, sur des aires imperméabilisées ou non. L'espace vert situé au sud-ouest semble le plus impacté. L'exploitant indique que les stockages extérieurs en big-bags sont à l'origine de la dissémination des granulés de plastique. Sur ces zones de stockage, l'Inspection a constaté le jour de la visite la présence de big-bags éventrés, laissant s'échapper les granulés de plastiques. L'exploitant précise que la détérioration des big-bags vus en inspection serait liée à une mauvaise qualité des emballages. Pour ces big-bags éventrés, l'exploitant indique qu'il procède à leur reconditionnement. L'exploitant précise que dans le cadre de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire et du décret d'application n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement, des actions sont en cours de déploiement pour prévenir la dissémination des GPI, notamment l'exploitant teste la mise en place sur les avaloirs de feutres filtrants ou de grilles fines afin de retenir les granulés de plastiques et prévenir leur dispersion avec les eaux de ruissellement. L'exploitant fera connaître à l'Inspection sous un mois son plan de prévention des pertes de GPI, ainsi que les actions menées ou envisagées pour récupérer les granulés disséminés sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois